

«Grande Région» ou «Grand Luxembourg»?

Débat de la Fondation IDEA sur les chances et les limites de la croissance

LUXEMBOURG
CLAUDE KARGER

Prenez trois invités chevronnés qui n'ont pas leur langue dans la poche - en l'occurrence Michèle Detaille, chef d'entreprise et vice-présidente de la FEDIL ainsi qu'ex-députée belge et ancienne bourgmestre de Vaux-sur-Sûre, Christian Eckert, ancien Secrétaire d'État français chargé du Budget et des Comptes publics, ex-député et conseiller régional lorrain ainsi qu'ancien bourgmestre de Trieux et François Bausch, ministre luxembourgeois du Développement durable et des Infrastructures - rajoutez un modérateur muni des bonnes questions, et vous obtenez un débat dynamique et hautement intéressant. Opération réussie hier matin pour le quatrième débat d'IDEA, le «think tank» de la Chambre de commerce consacré cette fois-ci à la dimension transfrontalière.

Plusieurs trains de retard

La mobilité est évidemment un sujet phare, les problèmes y ayant trait alimentant les conversations à longueur de journée dans un espace caractérisé par d'énormes flux de travailleurs en direction du Luxembourg. Une conséquence des choix effectués par les responsables politiques dans les années 1980 et 1990 surtout, a pointé François Bausch. Face au déclin de l'industrie sidérurgie, les gouvernements successifs se sont évertués à attirer le plus d'entreprises possibles - sans toutefois accompagner cette dynamique par des mesures adéquates au niveau des infrastructures. Et les mesures prises se concentraient sur le développement du réseau routier. «La politique de l'aménagement du territoire était inexistante jusqu'à la fin des années 1990», a pointé le ministre pour lequel il faut «repenser» la mobilité. Notamment en se focalisant sur le nombre de personnes transportées et non plus sur le nombre de voitures. La Lorraine, grandement affectée elle aussi par le recul de la sidérurgie et des mines, aurait elle aussi raté plus d'un train pour désamorcer la situation. Les Lorrains auraient longtemps cru que la croissance luxembourgeoise péricliterait un jour et aurait négligé d'investir dans ses infrastructures. A présent, la conjoncture positive au Grand-Duché serait «une chance pour nos territoires»,



Christian Eckert (à g.), François Bausch et Michèle Detaille ont discuté des défis de la Grande Région devant et avec une audience bien fournie

Photo: Editpress/Didier Sylvestre

mais les solutions pour gérer cette situation seraient loin d'être à la hauteur.

Des projets concrets au lieu d'un chèque en blanc

«L'une des difficultés en France est que nous sommes incapables de nous concerter sur des solutions», a constaté amèrement l'homme politique socialiste, avocat de longue date pour des zones à fiscalité particulière. C'est l'une des pistes sur laquelle travaillent les gouvernements français et luxembourgeois dans un esprit surtout d'endiguer les flux de trafic vers Luxembourg-Vil-

France une partie des impôts payés par les frontaliers au Grand-Duché. Pour lui, au lieu d'un chèque annuel pour Paris, il faut pouvoir montrer aux citoyens dans le Grand Est, mais évidemment aussi à Luxembourg, quels sont très concrètement les projets soutenus. Et Bausch de citer en exemple les 120 millions d'euros que le Grand-Duché dédie au développement du rail en Lorraine.

Des solutions pragmatiques

Michèle Detaille a notamment illustré de son côté comment son entreprise basée à Wiltz attaque le problème des distances à parcourir par les collaborateurs frontaliers au quotidien. Certains d'entre eux ont ainsi la possibilité de travailler pendant deux ou trois jours par semaine à partir d'un bureau à Weiswampach. Pour elle, il faut «du pragmatisme avant tout» pour résoudre les problèmes de

«Tant qu'il n'y aura pas un
ministère et des services pour
prendre la Grande Région en main,
on n'avancera pas»

MICHÈLE DETAILLE, entrepreneuse et vice-présidente de la FEDIL

le. François Bausch a parlé d'un projet transfrontalier en cours à Belval où il est envisagé de créer une zone de co-working avec un statut particulier en ce qui concerne la fiscalité des entreprises et la protection sociale des salariés notamment. Le gouvernement luxembourgeois doit en discuter bientôt en conseil. Il faudrait de tels projets-pilotes pour tester des approches, a souligné Bausch, opposé à l'idée de rétrocéder à la

mobilité tout en sauvegardant le travail d'équipe et les contacts sociaux au sein de l'entreprise. Pour elle, le Luxembourg a le plus grand intérêt à faire avancer la Grande Région. Or, si le pays dispose d'un ressort ministériel en la matière, ce dernier n'aurait guère les services nécessaires avec des fonctionnaires dédiés. Un prochain gouvernement devrait remédier à cela. Sinon, la Grande Région n'avancerait pas. ●